

Le made in France, à quel coût ?

Produire français : un label insuffisant, en temps de crise, où les consommateurs privilégient le rapport qualité/prix

A force de jouer aux montagnes russes, le "Made in France" a mal au cœur. Dans la seule journée d'hier, Lilly, géant américain du médicament, ouvre en Alsace une unité de fabrication capable de fabriquer 200 millions de cartouches d'insulines à l'année. Atouts tricolores pris en compte par le laboratoire US : "main-d'œuvre qualifiée, bonnes infrastructures et situation centrale au cœur de l'Europe".

Au même moment, à Saint-Étienne, Jean-Marc Ayrault dévoile "une nouvelle donne pour l'innovation" : 240 millions injectés dans un fond national, afin de tirer l'économie française vers le haut. À Paris, les organisateurs du salon du Made in France, auquel participe ce week-end une poignée d'entreprises provençales, déclarent que la surface d'exposition double par rapport à l'an dernier. Mais le même jour, l'État est appelé à la rescousse pour

"Il faut associer d'autres arguments comme la qualité ou la traçabilité."

sauver la branche française du groupe électroménager Fagor-Brandt (1200 emplois sur la sellette). Les syndicats interpellent le gouvernement : "On souhaite que le produire français ne soit pas qu'un slogan". Et un sondage OpinionWay (1) indique une baisse du nombre de Français (-8 %) prêts à favoriser leurs achats de Noël.



Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, a fait du made in France son cheval de bataille.

/PHOTO: MAXPPP

que le made in France est juste un argument marketing pour vendre, sans garantie que son achat a vraiment été produit sur notre territoire". Il n'a d'ailleurs pas tout à fait tort. À qui attribuer le label tricolore ? "Au japonais Toyota qui fabrique en France ou à Peugeot ou Renault qui conçoivent ici des véhicules qui seront

plus bas, c'est pour privilégier le rapport qualité-prix. "Pour que le Made in France fonctionne, il faut l'associer à d'autres arguments, comme la qualité et la traçabilité", comme les éleveurs ont réussi à le faire, il y a quelques mois, pendant le scandale de la viande de cheval. Augmenter son capital confiance, c'est pro-

ET SI ON ACHETAIT 100 % FRANÇAIS ?

Le choix du made in France est de plus en plus courageux, selon une étude publiée en juin par le centre d'études prospectives et d'informations internationales : 3770 €, c'est l'écart entre ce que nous payons et ce qu'il faudrait déboursier si tous nos achats étaient produits dans l'hexagone. Soit une variation de 100 à 300 euros par ménage et par mois. Entre 2007 et 2010, dernière année de référence, ce différentiel n'a cessé de grandir. Il n'était

REPÈRES

- "Origine France Garantie" : ce label a été lancé en 2011 par l'association Pro-France pour garantir "une information claire et transparente sur l'origine d'un produit". Pour l'obtenir, deux critères : "entre 50 % et 100 % du prix de revient unitaire est français et le produit prend ses caractéristiques essentielles en France". Le gouvernement planche par ailleurs sur une marque France qui sera mise en avant à l'étranger. En revanche, les mentions "made in France" ou "fabrication française" jouent avec une réglementation plutôt imprécise.
- "Achetez français, c'est moins cher !". C'est ce que prétendent les organisateurs du salon parisien du made in France. Ils mettent en avant le contre... coût social de "l'importation massive de produits à bas prix" qui "accentue la désindustrialisation de l'économie française".

Le chiffre

49 %

Dans l'aéronautique, la part de la "recherche et